

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 3305

[Mac — 27677]

1er DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 96;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 145 du Comité de secteur n° XVI, établi le 25 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique et le Budget dans ses attributions,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, a été publié au *Moniteur belge* du 1er octobre 1994;

Considérant que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est très courte;

Considérant que les protocoles n°s 110 et 124 du Comité de Secteur n° XVI des 9 décembre 1993 et 31 mars 1994 prévoient une révision générale des barèmes;

Considérant qu'il est impératif d'adopter sans retard les mesures permettant de rendre effective l'application des protocoles mentionnés ci-dessus à tous les agents des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et ce, avant le 1er janvier 1995;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget, du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, du Ministre des Travaux publics, du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé et du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « organismes » les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, à l'exception de l'Office wallon de Développement rural, de l'Office de la Navigation, de l'Institut scientifique de service public et de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions qui font l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté et sauf disposition contraire, les arrêtés et dispositions suivants, tels qu'ils ont été modifiés, sont applicables aux agents définitifs ou stagiaires des organismes comme s'ils faisaient partie d'un ministère :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des ministères;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des ministères;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant une disposition transitoire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région;

8° toutes les dispositions légales et réglementaires à caractère statutaire applicables aux Services du Gouvernement wallon au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté de Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région dans la mesure où les arrêtés et dispositions précités ne les abrogent pas.

Art. 3. Les dispositions par lesquelles la Région modifierait, compléterait ou remplacerait les arrêtés énumérés à l'article 2 seront applicables de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté.

Art. 4. Sauf disposition contraire, pour l'application aux agents des règles visées à l'article 2, il y a lieu de substituer aux mots repris à la colonne de gauche qui figurent dans ces règles, les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite :

— services du Gouvernement constitués par le Ministre de la Région wallonne et le Ministre wallon de l'Équipement et des Transports	— organismes
— ministères	— organismes
— ministre	— organisme
— secrétaire général	— fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel

En outre, pour les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et pour les organismes y assimilés, il faut entendre par « Gouvernement », dans les dispositions ne lui conférant pas un pouvoir réglementaire, l'organe auquel le décret constitutif de l'organisme a confié la gestion ou l'administration de celui-ci.

Art. 5. Les fonctions d'administrateur général, d'administrateur général adjoint, de directeur général ou de directeur général adjoint, prévues dans le décret constitutif d'un organisme visé à l'article 1er, sont exercées par les directeurs généraux.

CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région*

Art. 6. L'article 2, alinéa 2, 1°, doit se lire comme suit :

« 1° au niveau 1, cinq rangs désignés par la lettre A ».

Art. 7. L'article 3, § 1er, alinéa 2, 1°, n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 8. L'article 3, § 2, doit se lire comme suit :

« § 2. Les fonctionnaires généraux sont les fonctionnaires des rangs A2 ou A3 ».

Art. 9. L'article 4, § 1er, et, § 2, premier alinéa, ne sont pas applicables aux agents des organismes.

Art. 10. L'article 5, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le cadre est divisé en divisions et directions. Il fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang pour les services centraux et pour les services extérieurs ».

Art. 11. L'article 8 alinéa 1er, 4°, n'est pas applicable aux agents des organismes.

L'article 8 alinéa 2 doit se lire comme suit :

« Le Gouvernement fixe la procédure relative à la candidature à la promotion par accession au niveau supérieur, à la mutation et à la promotion par avancement de grade ».

Art. 12. L'article 16, § 2, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance de l'emploi ».

Art. 13. L'article 18, premier alinéa, doit se lire comme suit :

« A l'exception des promotions au rang A2, peut être promu par avancement de grade le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de quatre ans au moins;
- 2° justifier de la qualification imposée pour l'emploi à conférer;
- 3° justifier de l'évaluation positive;
- 4° justifier d'une formation d'apprentissage du métier;
- 5° réussir l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier ».

Art. 14. L'article 20 n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 15. Les articles 22 à 26 ne sont pas applicables aux agents des organismes.

Art. 16. L'article 33 doit se lire comme suit :

« Sauf en cas de recrutement, la nomination doit intervenir avant l'expiration d'un délai de neuf mois prenant cours le jour où l'emploi est déclaré vacant ».

Art. 17. Les articles 36 à 39 ne sont pas applicables aux agents des organismes en ce qu'ils règlent le transfert d'office.

Art. 18. Les articles 40 à 43 ne sont pas applicables aux agents des organismes en ce qu'ils règlent la permutation par transfert.

Art. 19. L'article 56, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le Gouvernement fixe une procédure spécifique pour les fonctionnaires des rangs A2 et A3 ».

Art. 20. L'article 59 doit se lire comme suit :

« Le bulletin d'évaluation est transmis par le collège d'évaluation aux fonctionnaires des rangs A3 et A2.

Après vérification de sa conformité avec le présent arrêté, le fonctionnaire de rang A2 compétent en matière de personnel notifie l'évaluation du collège au fonctionnaire ».

Art. 21. L'article 61, § 2, alinéas 1er et 2, doit se lire comme suit :

« La commission est composée de douze membres effectifs et de douze membres suppléants, désignés pour moitié par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de rang A6 au moins et pour moitié par les organisations syndicales représentatives.

Siège au sein de la délégation de l'autorité un membre au moins appartenant à l'organisme dont relève l'agent ».

Art. 22. L'article 62 doit se lire comme suit :

« Il existe, au sein de chaque organisme, un conseil de direction comprenant les fonctionnaires généraux et les directeurs, à l'exception de celui du FOREM qui comprend les fonctionnaires généraux et l'adjoint linguistique germanophone ».

Art. 23. L'article 81, § 1er, 2° et 3°, doit se lire comme suit :

« 2° six assesseurs formant la délégation de l'autorité dont un relève de l'organisme concerné;

3° six assesseurs formant la délégation des organisations syndicales ».

Art. 24. L'article 125 doit se lire comme suit :

« L'agent, qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé, se trouve de plein droit en non-activité. Dans cette position, il conserve ses titres à l'avancement de traitement. Toutefois, il ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à la mutation pendant la durée de son absence irrégulière, ni bénéficier, pendant la même période, d'une promotion ou d'une mutation ».

Art. 25. L'article 126, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à la mutation ainsi qu'à l'avancement de traitement. En outre, il ne peut bénéficier, pendant la même période, d'une promotion ou d'une mutation ».

Art. 26. L'article 129, § 3, alinéa 3, doit se lire comme suit :

« Il ne conserve pas ses titres à la promotion ou à la mutation et à l'avancement de traitement ».

Art. 27. L'article 137 est complété par les dispositions suivantes :

« 10° l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

11° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 octobre 1992 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la Société régionale wallonne du Logement;

12° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant fixation du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

13° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1er avril 1993 fixant la composition du Conseil de direction de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREM);

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 portant le règlement organique du personnel du Port autonome de Liège ».

CHAPITRE III. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région

Art. 28. L'article 9 doit se lire comme suit :

« Le traitement de tout agent est fixé dans l'échelle de son rang.

Le traitement du directeur général exerçant la fonction de l'administrateur général adjoint et du directeur général adjoint est fixé dans l'échelle spéciale du rang A2 ».

Art. 29. L'article 31 est complété par les dispositions suivantes :

« 14° l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public;

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 fixant les échelles de traitements afférentes aux grades particuliers au sein du Port autonome de Liège ».

CHAPITRE IV. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région

Art. 30. L'article 2, alinéa 1er, doit se lire comme suit :

« Tout agent est autorisé à postuler par anticipation tout emploi auquel il est susceptible d'être nommé par promotion ou par mutation et qui deviendrait vacant pendant son absence ».

Art. 31. L'article 3 doit se lire comme suit :

« L'agent qui a bénéficié d'une mutation ou d'une permutation ne peut poser sa candidature à une mutation ni introduire une demande de permutation avant l'expiration d'un délai de deux ans prenant cours le jour de sa nomination ou de sa permutation ».

Art. 32. L'article 4, alinéa 1er, doit se lire comme suit :

« Toute vacance d'emploi est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés par les trois premiers modes de nomination énumérés à l'article 8 du statut au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel ».

Art. 33. L'article 6, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« En cas de candidature à la mutation, le fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel porte dans le même délai la demande à la connaissance de l'inspecteur général ou, à défaut, du directeur dont relève le candidat ».

L'article 6, alinéa 3, n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 34. L'article 8 doit se lire comme suit :

« En cas de candidature à la mutation, le fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel notifie au candidat la décision du conseil de direction ».

Art. 35. Les articles 9 à 13 ne s'appliquent pas aux agents des organismes en ce qu'ils règlent la demande de permutation par transfert.

Art. 36. L'article 71 n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 37. L'article 72, premier alinéa, doit se lire comme suit :

« L'évaluation des fonctionnaires des rangs A2 et A3 est positive, sauf si, sur la base d'un rapport du Ministre ayant l'Administration dans ses attributions, le Gouvernement, tous les ministres étant présents, en décide autrement ».

Art. 38. L'article 73 doit se lire comme suit :

« L'article 60, § 1er, du statut ne s'applique pas à l'évaluation des fonctionnaires des rangs A2 et A3. »

Art. 39. Les articles 78 et 79 ne sont pas applicables aux agents des organismes.

CHAPITRE V. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères

Art. 40. L'article 3 doit se lire comme suit :

« Art. 3. Sont nommés par conversion de grade au grade figurant dans la colonne de gauche du tableau ci-après les agents titulaires d'un grade appartenant à la catégorie de grades énoncée en regard dans la colonne de droite du même tableau.

— directeur général :	grades du rang 16;
— inspecteur général :	grades du rang 15;
— directeur :	grades du rang 14;
	grades du rang 13;
— premier attaché :	grades du rang 12;
— attaché :	grades du rang 11;
	grades du rang 10.

CHAPITRE VI. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des Ministères

Art. 41. L'article 4 doit se lire comme suit :

« Par dérogation à l'article 3, les agents au recrutement desquels n'a pas été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+ sont nommés par conversion de grade à un grade du niveau 2+ selon les correspondances établies par l'article 3, à condition qu'ils soient titulaires d'un des grades des carrières suivantes :

1° géomètre expert-immobilier (rang 22), géomètre expert-immobilier de 1re classe (rang 23), géomètre-expert immobilier en chef (rang 24), adjoint technique de 1re classe (rang 25);

2° contrôleur spécial de 1re classe (rang 21), contrôleur principal (rang 22), premier contrôleur principal (rang 23), inspecteur adjoint principal (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

3° inspecteur adjoint de 2e classe (rang 22), inspecteur adjoint de 1re classe (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou inspecteur adjoint principal (rang 25);

4° traducteur (rang 22), traducteur principal (rang 24), traducteur chef (rang 25);

5° secrétaire de direction (rang 21), secrétaire principal de direction (rang 22), chef administratif (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

6° programmeur de 2e classe (rang 20), programmeur de 1re classe (rang 22), chef programmeur (rang 24), analyste de programmation (rang 25);

7° réviseur comptable (rang 22), chef administratif (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

8° gestionnaire de bibliothèque (rang 22), chef administratif (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

9° paysagiste (rang 22), paysagiste de 1re classe (rang 23), paysagiste principal (rang 24), adjoint technique de 1re classe (rang 25);

10° conducteur (rang 24), conducteur principal (rang 25);

11° expert (rang 24), expert principal (rang 25);

12° placeur (rang 22), placeur principal (rang 24);

13° assistant en travaux psychotechniques (rang 22), assistant en travaux psychotechniques de 1re classe (rang 23), assistant principal en travaux psychotechniques (rang 24), assistant chef en travaux psychotechniques (rang 24).

CHAPITRE VII. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région

Art. 42. L'article 12 ne s'applique pas aux agents des organismes.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1994.

Art. 44. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1er décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologiques de la Recherche scientifique, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er décembre 1994
portant le statut des agents des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne**

Dans l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, l'échelle de traitement suivante est insérée entre l'échelle A3 et l'échelle A2 :

Niveau 1 - A2 ECH-SPEC.	
Augmentations intercalaires	3/1 x 24.907
Augmentations spéciales	10/2 x 64.235
	5/6 x 10.000
0	1.843.916
1	1.868.823
2	1.893.730
3	1.918.637
4	1.918.637
5	1.982.872
6	1.992.872
7	2.057.107
8	2.057.107
9	2.121.342
10	2.121.342
11	2.185.577
12	2.195.577
13	2.259.812
14	2.259.812
15	2.324.047
16	2.324.047
17	2.388.282
18	2.398.282
19	2.462.517
20	2.462.517
21	2.526.752

Niveau I - A2 ECH-SPEC.	
Augmentations intercalaires	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Augmentations spéciales	5/6 x 10.000
22	2.526.752
23	2.590.987
24	2.600.987
25	2.600.987
26	2.600.987
27	2.600.987
28	2.600.987
29	2.600.987
30	2.610.987

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Namur, le 1er décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologiques de la Recherche scientifique, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 3305

[Mac — 27677]

1. DEZEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 96;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

- Aufgrund des Protokolls Nr. 145 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 25. November 1994;
- Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst und der Haushalt gehören;
- Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;
- Aufgrund der Dringlichkeit;
- In der Erwägung, daß der Königliche Erlaß vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten am 1. Oktober 1994 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;
- In der Erwägung, daß der Königliche Erlaß vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonzurrenzfähigkeit in seinem Artikel 5 § 1 Absatz 1' klarstellt, daß kein Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer zur Festlegung einer Lohnerhöhung zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 getroffen werden darf;
- In der Erwägung, daß die Periode, im Laufe deren dem Personal der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen Lohnerhöhungen gewährt werden können, sehr kurz ist;
- In der Erwägung, daß die Protokolle Nr. 110 und 124 des Sektorenausschusses XVI vom 9. Dezember 1993 und vom 31. März 1994 eine allgemeine Revision der Gehaltsstufen vorsehen;
- In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, die Maßnahmen zur effektiven Anwendung der oben erwähnten Protokolle auf die gesamten Bediensteten der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen unverzüglich zu treffen, und dies vor dem 1. Januar 1995;
- Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts, des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, des Ministers der Öffentlichen Arbeiten, des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens und des Ministers der Technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter « Einrichtungen » die der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen zu verstehen, mit Ausnahme des « Office wallon de Développement rural » (Wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung), des « Office de la Navigation » (Schiffahrtsamts), des « Institut scientifique de Service public » (Wissenschaftlichen Instituts öffentlicher Dienststellen) und der « Société wallonne des Distributions d'Eau (Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft).

Art. 2. Unbeschadet der Bestimmungen, die Gegenstand der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Anwendungsmodalitäten sind und mangels einer anderslautenden Bestimmung, finden die folgenden Erlasse und Bestimmungen, so wie sie abgeändert worden sind, Anwendung auf die endgültig ernannten und die zur Probezeit zugelassenen Bediensteten, als ob sie einem Ministerium angehörten.

1° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region;

2° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

3° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region;

4° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufe 1 innerhalb der Ministerien;

5° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufen 2+, 2, 3 und 4 innerhalb der Ministerien;

6° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung einer Übergangsbestimmung in bezug auf den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

7° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen;

8° die gesamten gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen mit einem statutarischen Charakter, die auf die Dienststellen der Wallonischen Regierung beim Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region anwendbar sind, soweit die vorerwähnten Erlasse diese nicht aufheben.

Art. 3. Die Bestimmungen, durch die die Region die in Artikel 2 aufgezählten Erlasse abändern, ergänzen oder ersetzen würde, finden von Rechts wegen Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, außer wenn sie Bestimmungen betreffen, die Gegenstand der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Anwendungsmodalitäten sind.

Art. 4. Mangels einer anderslautenden Bestimmung, ist für die Anwendung der in Artikel 2 erwähnten Regeln auf die Bediensteten der in der linken Spalte angegebene Wortlaut, der in diesen Regeln steht, durch den in der rechten Spalte gegenüberstehenden Wortlaut zu ersetzen:

— Dienststellen der Regierung, die aus dem Ministerium der Wallonischen Region und dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen bestehen	— Einrichtungen
— Ministerien	— Einrichtungen
— Ministerium	— Einrichtung
— Generalsekretär	— Beamte der Rangklasse A2, der für Personalangelegenheiten zuständig ist.

Für die Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses und für die mit ihnen gleichgestellten Einrichtungen versteht man außerdem unter « Regierung » in den Bestimmungen, die ihr keine Verordnungsbefugnis gewähren, das Organ, dem das Dekret zur Errichtung der Einrichtung ihre Geschäftsführung oder Verwaltung anvertraut hat.

Art. 5. Die Ämter eines Generalverwalters, eines beigeordneten Generalverwalters, eines Generaldirektors oder eines beigeordneten Direktors, wie sie im Dekret zur Errichtung der in Artikel 1 erwähnten Einrichtungen vorgesehen sind, werden von den beiden Generaldirektoren ausgeübt.

KAPITEL II. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region

Art. 6. Artikel 2, Absatz 2, 1° ist wie folgt zu lesen:

« 1° in Stufe 1: fünf Ränge, die mit dem Buchstaben A bezeichnet sind ».

Art. 7. Artikel 3, § 1, Absatz 2, 1° findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

Art. 8. Artikel 3, § 2 ist wie folgt zu lesen:

« § 2. Generalbeamte sind die Beamten der Ränge A2 und A3 ».

Art. 9. Artikel 4, § 1 und § 2, Absatz 1 findet keine Anwendung auf die Beamten der Einrichtungen.

Art. 10. Artikel 5, Absatz 2, ist wie folgt zu lesen:

« Der Stellenplan ist in Abteilungen und Direktionen unterteilt. Er bestimmt insbesondere die Anzahl Stellen jedes Ranges für die Zentraldienststellen und für die Außendienststellen ».

Art. 11. Artikel 8, Absatz 1, 4° findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

Artikel 8, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung bestimmt das Verfahren in bezug auf die Bewerbung um die Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe, die Versetzung und die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ».

Art. 12. Artikel 16, § 2, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« In diesem Fall macht der Direktionsrat außer für die offenen Stellen des Rangs A2 einen Vorschlag, damit die offene Stelle besetzt wird ».

Art. 13. Artikel 18, Absatz 1, ist wie folgt zu lesen:

« Mit Ausnahme der Beförderungen zum Rang A2 kann jeder Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden:

- 1° mindestens vier Dienstjahre in seinem Rang aufweisen;
- 2° über die für die zu vergebende Stelle erforderliche Qualifikation verfügen;
- 3° eine positive Bewertung nachweisen;
- 4° eine Fachausbildung nachweisen;
- 5° die Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung bestanden haben ».

Art. 14. Artikel 20 findet keine Anwendung auf die Beamten der Einrichtungen.

Art. 15. Artikel 22 bis 26 finden keine Anwendung auf die Einrichtungen.

Art. 16. Artikel 33 ist wie folgt zu lesen:

« Außer bei einer Anwerbung muß die Ernennung vor Ablauf einer neunmonatigen Frist ab dem Tag, an dem die Stelle für offen erklärt wird, durchgeführt werden ».

Art. 17. Artikel 36 bis 39 finden keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, insofern die Transferierung von Amts wegen regeln.

Art. 18. Artikel 40 bis 43 finden keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, insofern den Stellentausch durch Transferierung regeln.

Art. 19. Artikel 56, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung bestimmt ein spezifisches Verfahren für Beamte der Ränge A2 und A3 ».

Art. 20. Artikel 59 ist wie folgt zu lesen:

« Das Bewertungsblatt wird durch das Bewertungskollegium an die Beamten der Ränge A3 und A2 weitergeleitet. Nach Überprüfung seiner Übereinstimmung mit dem vorliegenden Erlaß teilt der für Personalangelegenheiten zuständige Beamte des Rangs A2 dem Beamten die Bewertung des Kollegiums mit ».

Art. 21. Artikel 61, § 2, Absatz 1 und 2 ist wie folgt zu lesen:

« Der Ausschuß umfaßt zwölf effektive Mitglieder und zwölf stellvertretende Mitglieder, die zur Hälfte von der Regierung unter den Beamten von mindestens Rang A6 und zur Hälfte von den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen benannt werden. Mindestens ein Mitglied, das der Einrichtung angehört, der der Bedienstete untersteht, tagt innerhalb der Delegation der Behörde ».

Art. 22. Artikel 62 ist wie folgt zu lesen:

« Innerhalb jeder Einrichtung gibt es einen Direktionsrat, der die Generalbeamten und die Direktoren umfaßt, mit Ausnahme des Direktionsrates des FOREM, die die Generalbeamten und den deutschsprachigen sprachberatenden Beigeordneten umfaßt ».

Art. 23. Artikel 81, § 1, 2° und 3° ist wie folgt zu lesen:

« 2° sechs Beisitzer, die die Behörde vertreten, wobei es sich um einen Beamten, der der betroffenen Einrichtung untersteht, handelt;

3° sechs Beisitzer, die die Gewerkschaftsorganisationen vertreten ».

Art. 24. Artikel 125 ist wie folgt zu lesen:

« Der Beamte, der ohne Erlaubnis vom Dienst fernbleibt oder der seine Urlaubszeit ohne triftigen Grund überschreitet, befindet sich von Rechts wegen im Stand der Inaktivität. In diesem Stand behält er seine Ansprüche auf Aufsteigen im Gehalt. Er kann jedoch während seiner unbefugten Abwesenheit weder seine Ansprüche auf Beförderung oder auf Versetzung geltend machen noch während derselben Periode befördert oder versetzt werden ».

Art. 25. Artikel 126, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Während der Zeiträume, in denen der Beamte aus Disziplinar Gründen einstweilen seines Amtes enthoben ist, kann er seine Ansprüche auf Beförderung oder auf Versetzung sowie auf Aufsteigen im Gehalt nicht geltend machen. Ferner kann er in diesem Zeitraum nicht befördert oder versetzt werden ».

Art. 26. Artikel 129, § 3, Absatz 3 ist wie folgt zu lesen:

« Er behält seine Ansprüche auf Beförderung oder auf Versetzung und auf Aufsteigen im Gehalt nicht ».

Art. 27. Artikel 137 ist durch folgende Bestimmungen ergänzt:

10° der Königliche Erlaß vom 8. Januar 1973 zur Festlegung des Statuts des Personals gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

11° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Oktober 1992 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals der « Société régionale wallonne du Logement » (Regionalen Wohnungsbau-Gesellschaft für Wallonien);

12° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des « Office communautaire et régional de Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

13° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. April 1993 zur Bestimmung der Zusammensetzung des Direktionsrates des « Office communautaire et régional de Formation professionnelle et de l'Emploi » (FOREM);

14° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 1993 zur Festlegung der Grundordnung des Personals des autonomen Hafens von Lüttich ».

KAPITEL III. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region

Art. 28. Artikel 9 ist wie folgt zu lesen:

« Das Gehalt jedes Beamten ist in der seinem Rang entsprechenden Gehaltsstufe festgelegt.

Das Gehalt des Generaldirektors, der das Amt des beigeordneten Generalverwalters oder des beigeordneten Generaldirektors ausübt, ist in der besonderen Gehaltsstufe des Rangs A2 festgelegt ».

Art. 29. Artikel 31 wird durch folgende Bestimmungen ergänzt:

« 14° der Königliche Erlaß vom 8. Januar 1973 zur Festlegung des Besoldungsstatuts des Personals gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

15° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 zur Festlegung der mit den Sonderdienstgraden innerhalb des autonomen Hafens von Lüttich verbundenen Gehaltsstufen ».

KAPITEL IV. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der für die Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region

Art. 30. Artikel 2, Absatz 1 ist wie folgt zu lesen:

« Jeder Beamte ist berechtigt, sich um jede Stelle, in der er durch Beförderung oder durch Versetzung ernannt werden kann und die während seiner Abwesenheit frei werden sollte, im voraus zu bewerben ».

Art. 31. Artikel 3 ist wie folgt zu lesen:

« Der Beamte, dem eine Versetzung oder ein Stellentausch zugute gekommen ist, darf vor Ablauf einer Frist von zwei Jahren ab dem Tag seiner Ernennung bzw. seines Stellentauschs weder seine Bewerbung um eine Versetzung noch einen Antrag auf Stellentausch einreichen ».

Art. 32. Artikel 4, Absatz 1 ist wie folgt zu lesen:

« Jede offene Stelle wird gegebenenfalls nacheinander den Beamten, die nach den drei ersten in Artikel 8 des Statuts aufgezählten Ernennungsverfahren ernannt werden können, per Einschreibebrief gegen Empfangsbescheinigung durch den für Personalangelegenheiten zuständigen Beamten des Rangs A2 mitgeteilt ».

Art. 33. Artikel 6, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Bei einer Bewerbung um eine Versetzung informiert der Beamte des Rangs A2, der für Personalangelegenheiten zuständig ist, den Generalinspektor oder notfalls den Direktor, dem der Bewerber untersteht, binnen der gleichen Frist über die Antragstellung ».

Artikel 6, Absatz 3 findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

Art. 34. Artikel 8 ist wie folgt zu lesen:

« Bei einer Bewerbung um eine Versetzung teilt der für Personalangelegenheiten zuständige Beamte dem Bewerber den Beschluß des Direktionsrates mit ».

Art. 35. Artikel 9 bis 13 finden keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, insofern sie den Antrag auf Stellenaustausch durch Transferierung regeln.

Art. 36. Artikel 71 findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

Art. 37. Artikel 72, Absatz 1 ist wie folgt zu lesen:

« Die Bewertung der Beamten der Ränge A2 und A3 ist positiv, außer wenn die Regierung auf der Grundlage eines Berichts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, in Anwesenheit all ihrer Minister anders darüber entscheidet ».

Art. 38. Artikel 73 ist wie folgt zu lesen:

« Artikel 60, § 1 des Statuts findet keine Anwendung auf die Bewertung der Beamten der Ränge A2 und A3 ».

Art. 39. Artikel 78 und 79 finden keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

KAPITEL V. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufe 1 innerhalb der Ministerien

Art. 40. Artikel 3 ist wie folgt zu lesen:

« Art. 3. Bedienstete, die einen Dienstgrad innehaben, der zu einer der in der rechten Kolonne nachstehender Tabelle aufgeführten Kategorien von Dienstgraden gehört, werden durch Dienstgradumwandlung in den Dienstgrad ernannt, der in der linken Kolonne dieser Tabelle gegenüber steht:

— Generaldirektor	Dienstgrade von Rang 16;
— Generalinspektor	Dienstgrade von Rang 15;
— Direktor	Dienstgrade von Rang 14;
	Dienstgrade von Rang 13;
— Erster Attaché	Dienstgrade von Rang 12;
— Attaché	Dienstgrade von Rang 11;
	Dienstgrade von Rang 10. »

KAPITEL VI. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufen 2+, 2, 3 und 4 innerhalb der Ministerien

Art. 41. Artikel 4 ist wie folgt zu lesen:

« In Abweichung von Artikel 3 werden die Beamten, für deren Anwerbung keines der für die Zulassung zur Stufe 2+ berücksichtigten Diplome oder Zeugnisse verlangt worden ist, gemäß der in Artikel 3 festgelegten Übereinstimmungen durch Gradumwandlung zu einem Dienstgrad der Stufe 2+ ernannt, unter der Bedingung, daß sie Inhaber eines der Dienstgrade der folgenden Laufbahnen sind:

1° Landmesser-Immobilienexperte (Rang 22), Landmesser-Immobilienexperte 1. Klasse (Rang 23), Cheflandmesser-Immobilienexperte (Rang 24), technischer Beigeordneter 1. Klasse (Rang 25);

2° Sonderkontrolleur 1. Klasse (Rang 21), Hauptkontrolleur (Rang 22), erster Hauptkontrolleur (Rang 23), beigeordneter Hauptinspektor (Rang 24), Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse (Rang 25) oder Sekretariatsbeigeordneter (Rang 25);

3° Beigeordneter Inspektor 2. Klasse (Rang 22), beigeordneter Inspektor 1. Klasse (Rang 24), Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse (Rang 25) oder beigeordneter Hauptinspektor (Rang 25);

4° Übersetzer (Rang 22), Hauptübersetzer (Rang 24), Chefübersetzer (Rang 25);

5° Direktionssekretär (Rang 21), Hauptdirektionssekretär (Rang 22), Verwaltungsleiter (Rang 24), Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse (Rang 25) oder Sekretariatsbeigeordneter (Rang 25);

6° Programmierer 2. Klasse (Rang 20), Programmierer 1. Klasse (Rang 22), Chefprogrammierer (Rang 24), Systemanalytiker (Rang 25);

7° Buchhalter-Revisor (Rang 22), Verwaltungsleiter (Rang 24), Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse (Rang 25) oder Sekretariatsbeigeordneter (Rang 25);

8° Bibliotheksverwalter (Rang 22), Verwaltungsleiter (Rang 24), Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse (Rang 25) oder Sekretariatsbeigeordneter (Rang 25);

9° Landschaftsgestalter (Rang 22), Landschaftsgestalter 1. Klasse (Rang 23), Haupt-Landschaftsgestalter (Rang 24), technischer Beigeordneter 1. Klasse (Rang 25);

10° Bauführer (Rang 24), Hauptbauführer (Rang 25);

11° Experte (Rang 24), Hauptexperte (Rang 25).

12° Arbeitsvermittler (Rang 22), Hauptarbeitsvermittler (Rang 24);

13° Assistent in psychotechnischen Arbeiten (Rang 22), Assistent in psychotechnischen Arbeiten 1. Klasse (Rang 23), Hauptassistent in psychotechnischen Arbeiten (Rang 24), Chefassistent in psychotechnischen Arbeiten (Rang 24).

KAPITEL VII. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen

Art. 42. Artikel 12 findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

KAPITEL VIII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 43. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Dezember 1994 in Kraft.

Art. 44. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung
und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses

In der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region wird folgende Gehaltsstufe zwischen der Stufe A3 und der Stufe A2 eingefügt:

Stufe I — A2 SONDERSTUFE	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000
0	1.843.916
1	1.868.823
2	1.893.730
3	1.918.637
4	1.918.637
5	1.982.872
6	1.992.872
7	2.057.107
8	2.057.107
9	2.121.342
10	2.121.342
11	2.185.577
12	2.195.577
13	2.259.812
14	2.259.812
15	2.324.047
16	2.324.047
17	2.388.282
18	2.398.282
19	2.462.517
20	2.462.517
21	2.526.752

Stufe I — A2 SONDERSTUFE	
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Besondere Erhöhungen	5/6 x 10.000
22	2.526.752
23	2.590.987
24	2.600.987
25	2.600.987
26	2.600.987
27	2.600.987
28	2.600.987
29	2.600.987
30	2.610.987

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung
und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAPE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 3305

[Mac — 27677]

**1 DECEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering
houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het protocol nr. 145 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 25 november 1994;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken en de Begroting behoren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, in het *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1994 werd bekendgemaakt;

Overwegende dat artikel 5, § 1, 1e lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bepaalt dat geen akkoord tussen werkgever en werknemer mag genomen worden dat voor de periode gaande van 1 januari 1995 tot 31 december 1996 voorziet in een loonsverhoging;

Overwegende diantengevolge dat de periode tijdens welke loonsverhogingen kunnen toegekend worden aan het personeel van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest zeer kort is;

Overwegende dat de protocollen nrs. 110 en 124 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 9 december 1993 en 31 maart 1994, een algemene herziening van de weddeschalen voorzien;

Overwegende dat het geboden is de hierboven vermelde protocollen vóór 1 januari 1995 op alle agenten van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest effectief toe te passen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met de Plaatselijke Besturen, de Ambtenarenzaken en de Begroting, van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, van de Minister van Openbare Werken, van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid, en van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « instellingen », de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, met uitzondering van de « Office wallon de développement rural » (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling), de « Office de la Navigation » (Dienst voor de Scheepvaart), het « Institut scientifique de Service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) en de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij).

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de bij dit besluit voorziene toepassingsregels en behalve andersluidende bepalingen zijn de volgende bepalingen, zoals zij eventueel gewijzigd werden, toepasselijk op de statutaire en stagedoende agenten van de instellingen alsof zij deeluitmaken van een ministerie :

1° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

2° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

3° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

4° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries;

5° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries;

6° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende een overgangsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

7° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest;

8° alle wettelijke en reglementaire bepalingen van statutaire aard toepasselijk op de Diensten van de Waalse Regering op het ogenblik van de inkrachtreding van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, voor zover zij niet opgeheven zijn door voornoemde besluiten.

Art. 3. De eventuele bepalingen van het Gewest tot wijziging, aanvulling of vervanging van de in artikel 2 vermelde besluiten zijn van rechtswege toepasselijk op de agenten van de instellingen, behalve wanneer zij betrekking hebben op bepalingen van bij dit besluit voorziene toepassingsmodaliteiten.

Art. 4. Voor de toepassing op de agenten van de in artikel 2 bedoelde regels en behalve andersluidende bepalingen dienen de woorden van de linker kolom vermeld in deze regels te worden vervangen door de woorden van de rechter kolom :

— diensten van de Regering bestaande uit het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer	— instellingen
— ministeries	— instellingen
— ministerie	— instelling
— secretaris-generaal	— ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel.

Wat betreft de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de ermee gelijkgestelde instellingen dient bovendien te worden verstaan onder « Regering », in de bepalingen die hen geen als regel geldende macht toekennen, het orgaan waaraan het decreet tot oprichting van de instelling het beheer of de administratie ervan heeft toegekend.

Art. 5. De ambten van algemeen beheerder, van adjunct-algemeen beheerder, van directeur-generaal of van adjunct-directeur-generaal, die voorzien zijn in het decreet van oprichting van een in artikel 1 bedoelde instelling, worden waargenomen door de directeurs-generaal.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 6. Artikel 2, 2e lid, 1^o, dient te worden gelezen als volgt :

« 1^o in niveau 1, vijf rangen aangeduid door letter A ».

Art. 7. Artikel 3, § 1, 2e lid, 1^o, is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 8. Artikel 3, § 2, dient te worden gelezen als volgt :

« § 2. De opperamtenaren zijn de ambtenaren van rangen A2 of A3. »

Art. 9. Paragraaf 1 en paragraaf 2, 1e lid, van artikel 4 zijn niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 10. Artikel 5, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De personeelsformatie is verdeeld in afdelingen en directies. Zij bepaalt onder meer het aantal betrekkingen van iedere rang in de centrale diensten en in de buitendiensten. »

Art. 11. Artikel 8, § 1, 4^o, is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Artikel 8, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De Regering bepaalt de procedure betreffende de kandidatuur voor de bevordering bij overgang naar het hogere niveau, de mutatie en de bevordering bij verhoging van graad. »

Art. 12. Artikel 16, § 2, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« In dit geval en uitgezonderd de vacante betrekkingen in rang A2, doet de directieraad een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 13. Artikel 18, 1e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Uitgezonderd de bevorderingen tot rang A2, kan bevorderd worden door verhoging in graad de ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet :

1^o een ranganciënniteit van ten minste vier jaar tellen;

2^o de voor de te begeven betrekking opgelegde kwalificatie rechtvaardigen;

3^o een positieve evaluatie rechtvaardigen;

4^o een opleidingsvorming voor het vak rechtvaardigen;

5^o het examen voor de controle van de vakopleiding geslaagd zijn. »

Art. 14. Artikel 20 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 15. Artikelen 22 tot 26 zijn niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 16. Artikel 33 dient te worden gelezen als volgt :

« Behalve in geval van een werving moet de benoeming plaatsvinden vóór het einde van een termijn van negen maanden die begint op de dag van de vacantverklaring van de betrekking. »

Art. 17. De overplaatsing van ambtswege zoals geregeld bij artikelen 36 tot 39 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 18. De permutatie bij wijze van overdracht zoals geregeld bij artikelen 40 tot 43 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 19. Artikel 56, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De Regering stelt een specifieke procedure vast voor de ambtenaren van rangen A2 en A3. »

Art. 20. Artikel 59 dient te worden gelezen als volgt :

« Het evaluatiebulletin wordt door het evaluatiecollege aan de ambtenaren van rang A3 en A2 overgemaakt.

Na controle van zijn gelijkvormigheid met dit besluit betekent de ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel de evaluatie van het college aan de ambtenaar. »

Art. 21. Het 1e en het 2e lid van, § 2 van artikel 61 dienen te worden gelezen als volgt :

« De commissie is samengesteld uit twaalf leden en uit twaalf plaatsvervangende leden die, voor de ene helft door de Regering onder de ambtenaren van ten minste rang A6 en, voor de andere helft, door de representatieve vakorganisaties aangewezen zijn.

De overheidsdelegatie bestaat uit ten minste één lid van de instelling waartoe de agent behoort. »

Art. 22. Artikel 62 dient te worden gelezen als volgt :

« In iedere instelling is er een directieraad samengesteld uit de opperamtenaren en de directeurs, met uitzondering van die van de FOREm die bestaat uit de opperamtenaren en de Duistalige adjunct. »

Art. 23. Paragraaf 1, 2° en 3°, van artikel 81 dienen te worden gelezen als volgt :

« 2° zes door de overheid aangewezen assessoren, onder wie één agent is van de betrokken instelling;
3° zes door de vakorganisaties aangewezen assessoren. »

Art. 24. Artikel 125 dient te worden gelezen als volgt :

« De ambtenaar, die zonder toelating afwezig is of die zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt, is van ambtswege op non-activiteit. In deze stand kan hij aanspraken op bevordering tot een hogere wedde doen gelden. Hij kan echter zijn aanspraken op bevordering, mutatie of overplaatsing tijdens zijn onregelmatige afwezigheid niet doen gelden, noch recht hebben tijdens diezelfde periode op bevordering of op mutatie. »

Art. 25. Artikel 126, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Tijdens de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op mutatie, alsook op bevordering tot een hogere wedde niet doen gelden. Bovendien kan hij, tijdens diezelfde periode, geen recht hebben op bevordering of mutatie. »

Art. 26. Artikel 129, § 3, 3e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Hij kan geen aanspraken doen gelden op bevordering of mutatie en op bevordering tot een hogere wedde. »

Art. 27. Artikel 137 wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

« 10° het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

11° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 oktober 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

12° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gewestelijke en Gemeenschapsdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling);

13° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 april 1993 tot vaststelling van de Raad van Bestuur van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gewestelijke en Gemeenschapsdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (FOREm);

14° het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1993 houdende het organiek reglement van het personeel van de « Port autonome de Liège » (Autonome Haven van Luik).

HOOFDSTUK III. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest*

Art. 28. Artikel 9 dient te worden gelezen als volgt :

« De wedde van iedere agent wordt in de weddeschaal van zijn rang vastgesteld.
De wedde van de directeur-generaal die het ambt van adjunct-algemeen beheerder uitoefent en van de adjunct-directeur-generaal is in de bijzondere weddeschaal van rang A2 vastgesteld. »

Art. 29. Artikel 31 wordt aangevuld met volgende bepalingen :

« 14° het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

15° het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot vaststelling van de weddeschalen voor de bijzondere graden bij de « Port autonome de Liège » (Autonome Haven van Luik). »

HOOFDSTUK IV. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmodaliteiten van het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

Art. 30. Artikel 2, 1e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Iedere ambtenaar is gemachtigd bij voorbaat aanspraak te doen op elke betrekking waartoe hij benoemd zou kunnen worden bij wijze van bevordering of van mutatie en die open zou komen te staan tijdens zijn afwezigheid. »

Art. 31. Artikel 3 dient te worden gelezen als volgt :

« De ambtenaar die recht heeft gehad op een mutatie of op een permutatie mag zijn kandidatuur niet meer indienen voor een mutatie of een nieuwe aanvraag om permutatie binnen een termijn van twee jaar vanaf de dag van zijn benoeming of van zijn permutatie.

Art. 32. Artikel 4, 1e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Elke vacante betrekking wordt opeenvolgens, indien nodig, bekendgemaakt door de ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de ambtenaren die benoemd kunnen worden door de in artikel 8 van het statuut vermelde drie eerste benoemingswijzen. »

Art. 33. Artikel 6, 2e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Voor een kandidatuur voor een mutatie brengt de ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel binnen dezelfde termijn de aanvraag ter kennis van de inspecteur-generaal of, in voorkomend geval, van de directeur onder wiens toezicht de kandidaat is geplaatst. »

Artikel 6, 3c lid, is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 34. Artikel 8 dient te worden gelezen als volgt :

« Wat betreft de kandidatuur voor de mutatie maakt de ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel de beslissing van de directieraad bekend aan de kandidaat. »

Art. 35. De aanvraag om permutatie bij overdracht, zoals geregeld bij artikelen 9 tot 13, is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 36. Artikel 71 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 37. Artikel 72, 1e lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De evaluatie van de ambtenaren van rangen A2 en A3 is positief behalve wanneer de Regering, vertegenwoordigd door alle Ministers, er anders over beslist op grond van een verslag van de Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort. »

Art. 38. Artikel 73 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 60, § 1, van het statuut is niet toepasselijk op de evaluatie van de ambtenaren van rang A2 en A3. »

Art. 39. Artikelen 78 en 79 zijn niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

HOOFDSTUK V. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries

Art. 40. Artikel 3 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 3. De ambtenaren benoemd tot een graad van de gradencategorie vermeld in de rechter kolom van de hierna vermelde tabel worden bij omzetting van graad benoemd tot de graad vermeld in de linker kolom van dezelfde tabel :

1° directeur-generaal :	graden van rang 16
2° inspecteur-generaal :	graden van rang 15
3° directeur :	graden van rang 14
	graden van rang 13;
4° eerste attaché :	graden van rang 12
5° attaché :	graden van rang 11
	graden van rang 10. »

HOOFDSTUK VI. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries

Art. 41. Artikel 4 dient te worden gelezen als volgt :

« In afwijking van artikel 3 worden de ambtenaren voor wiens aanwerving geen van de diploma's of getuigschriften goëist voor hun toegang tot het niveau 2+, benoemd bij omzetting van graad tot een graad van niveau 2+, overeenkomstig de in artikel 3 vastgestelde gelijkstellingen, op voorwaarde dat zij houder zijn van een graad van de volgende loopbanen :

- 1° landmeter-expert onroerende goederen (rang 22), landmeter-expert onroerende goederen 1e klasse (rang 23), hoofdlandmeter-expert onroerende goederen (rang 24); technisch adjunct 1e klasse (rang 25);
- 2° speciaal controleur 1e klasse (rang 21), hoofdcontroleur (rang 22); eerste hoofdcontroleur (rang 23), e.a. adjunct-inspecteur (rang 24), adjunct bij het secretariaat 1e klasse (rang 25) of adjunct bij het secretariaat (rang 25);
- 3° adjunct-inspecteur 2de klasse (rang 22), adjunct-inspecteur 1e klasse (rang 24), adjunct bij het secretariaat 1e klasse (rang 25), of e.a. adjunct-inspecteur (rang 25);
- 4° vertaler (rang 22), e.a. vertaler (rang 24), hoofdvertaler (rang 25);
- 5° directiesecretaris (rang 21), e.a. directiesecretaris (rang 22), bestuurschef (rang 24), adjunct bij het secretariaat 1e klasse (rang 25) of adjunct bij het secretariaat (rang 25);
- 6° programmeur 2de klasse (rang 20), programmeur 1e klasse (rang 22), hoofdprogrammeur (rang 24), programmeringsanalist (rang 25);
- 7° boekhoudingsrevisor (rang 22), bestuurschef (rang 24), adjunct bij het secretariaat 1e klasse (rang 25) of adjunct bij het secretariaat (rang 25);
- 8° bibliotheekbeheerder (rang 22), bestuurschef (rang 24); adjunct bij het secretariaat 1e klasse (rang 25) of adjunct bij het secretariaat (rang 25);
- 9° landschapsdeskundige (rang 22), landschapsdeskundige 1e klasse (rang 23); e.a. landschapsdeskundige (rang 24), technisch adjunct 1e klasse (rang 25);
- 10° conducteur (rang 24), e.a. conducteur (rang 25);
- 11° deskundige (rang 24), e.a. deskundige (rang 25);
- 12° arbeidsbemiddelaar (rang 22), e.a. arbeidsbemiddelaar (rang 24);
- 13° psychotechnisch assistent (rang 22), psychotechnisch assistent 1ste klasse (rang 23), e.a. psychotechnisch assistent (rang 24), psychotechnisch hoofdassistent (rang 24). »

HOOFDSTUK VII. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest

Art. 42. Artikel 12 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Stolbepalingen*

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1994.

Art. 44. De Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 1 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. A NSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAPE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

**Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994
houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest**

In de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest wordt de volgende weddeschaal gevoegd tussen de schaal A3 en de schaal A2 :

Niveau 1 - A2 BIJZ. SCH.	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000
0	1.843.916
1	1.868.823
2	1.893.730
3	1.918.637
4	1.918.637
5	1.982.872
6	1.992.872
7	2.057.107
8	2.057.107
9	2.121.342
10	2.121.342
11	2.185.577
12	2.195.577
13	2.259.812
14	2.259.812
15	2.324.047
16	2.324.047
17	2.388.282
18	2.398.282
19	2.462.517
20	2.462.517
21	2.526.752

Niveau 1 - A2 BIJZ. SCH.	
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 24.907 10/2 x 64.235
Bijzondere verhogingen	5/6 x 10.000
22	2.526.752
23	2.590.987
24	2.600.987
25	2.600.987
26	2.600.987
27	2.600.987
28	2.600.987
29	2.600.987
30	2.610.987

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest.

Namen, 1 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 94 — 3306

[Mac.— 27676]

**1er DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 96;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 17;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 146 du Comité de secteur n° XVI, établi le 25 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique et le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, a été publié au *Moniteur belge* du 1er octobre 1994;